Le Conseil,

Vu le rapport du 10 septembre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Dans les quartiers définis comme prioritaires du contrat de ville de l'agglomération lyonnaise, l'amélioration du lien social est un objectif soutenu par l'ensemble des partenaires et dont l'une des composantes est l'implantation de services publics de proximité. Celle-ci doit permettre de répondre aux besoins exprimés par les habitants en les rapprochant des entreprises de service public. Concrètement, cinq entreprises de service public -EDF-GDF, la Poste, France Télécom, la SNCF et la Société lyonnaise de transports en commun- se sont constituées en association afin de mettre en place des points d'information et de médiation multiservices (PIMM'S) qui accueillent leurs clients dans les quartiers. Il s'agit là d'adapter le service rendu aux besoins et aux attentes spécifiques des habitants concernant ces entreprises. Au-delà, ces points d'information permettent également d'offrir dans ces lieux un cadre qui permet des échanges entre habitants, voire un rôle de relais dans leur recherche d'emploi. L'ouverture d'un point d'information se traduit par la création de cinq emplois d'insertion.

Compte tenu de son intérêt, cette action est soutenue par l'Etat et par l'Union européenne au titre du programme INTEGRA relatif à l'insertion économique.

C'est pourquoi, après l'ouverture de deux PIMM'S, l'un dans le quartier des Etats-Unis à Lyon 8° et l'autre dans celui de Vaise à Lyon 9°, la Communauté urbaine est sollicitée pour participer, à hauteur de 200 000 F sur un budget total de 3 815 000 F, à l'ouverture de deux nouveaux PIMM'S dans deux zones urbaines sensibles de l'agglomération.

Je vous précise que ces deux ouvertures se traduiront par la création de dix emplois jeunes et que le financement de la Communauté urbaine conditionne l'octroi des crédits européens prévus.

Le financement se répartirait donc comme suit :

- Union européenne (dossier INTEGRA)	1 226 000 F
- Etat	1 580 000 F
- communauté urbaine de Lyon	200 000 F
- communes d'implantation	112 000 F
- association des PIMM'S	97 000 F

B - Propose d'approuver la participation financière de la Communauté urbaine à hauteur de 200 000 F pour l'ouverture de deux PIMM'S dans deux zones urbaines sensibles de l'agglomération et de fixer l'imputation de la dépense ;

Vu le présent dossier ;

Ouï l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve la participation financière de la Communauté urbaine à hauteur de 200 000 F pour l'ouverture de deux PIMM'S dans deux zones urbaines sensibles de l'agglomération.

2° - La dépense en résultant sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté urbaine - exercice 1998 - compte 657 380 - fonction 66.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,